Renforcement du rôle international de l’euro

2020/2037(INI) - 25/03/2021 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 494 voix pour, 94 contre et 100 abstentions, une résolution sur le renforcement du rôle international de l’euro.

Malgré le poids économique de la zone euro et son influence dans le commerce mondial, l’utilisation de l’ euro accuse un retard considérable par rapport au dollar américain en tant que réserve de valeur et que devise de facturation, mais talonne celle du dollar en ce qui concerne la proportion des paiements internationaux. L’euro reste la deuxième monnaie la plus importante du système monétaire international mais son potentiel mondial n’a pas encore été pleinement atteint.

Avantages et défis du renforcement du rôle international de l’euro

Soulignant le caractère irréversible de la monnaie unique, le Parlement estime qu’il est dans l’intérêt stratégique à long terme de la zone euro et de ses États membres de tirer tous les avantages possibles de l’ émission de la monnaie euro, et en particulier de son rôle international renforcé. Il a recommandé de fixer une date cible proche pour l’adoption de l’euro en Bulgarie et en Croatie et encouragé la Commission à évaluer les conséquences potentielles d’un élargissement de la zone euro sur le processus de renforcement du rôle international de l’euro.

Bien que tous les effets de l’internationalisation de l’euro ne puissent pas être facilement quantifiés, les députés sont d’avis que le renforcement du rôle international de l’euro pourrait offrir des avantages à court et long terme, même s’il comporte également des risques et des responsabilités à prendre en considération dans le cadre du processus d’adoption de mesures stratégiques en complément des forces du marché.

La résolution souligne notamment que le statut de devise internationale de l’euro pourrait :

- accroître l’utilisation de l’euro comme monnaie de réserve, réduire les coûts de financement extérieur et de transaction pour les échanges de devises et réduire les coûts et les risques supportés par les entreprises et les ménages européens;

- créer progressivement des marchés financiers européens plus profonds, plus liquides et intégrés en les rendant moins vulnérables aux chocs en matière de taux de change;

- accroître l’autonomie de la politique monétaire de l’UE, renforcer sa transmission mondiale, rendre la politique monétaire de l’UE moins dépendante des retombées économiques et financières exogènes et améliorer l’efficacité du marché et la résilience de la zone euro aux chocs financiers.

Un rôle plus important de l’euro au niveau international pourrait renforcer la résilience du système financier international, en offrant un plus grand choix aux acteurs du marché du monde entier et en rendant l’économie internationale moins vulnérable aux chocs liés à la forte dépendance de nombreux secteurs vis-à-vis d’une monnaie unique.

Principaux défis

Pour que les avantages potentiels d’un renforcement du rôle de l’euro se concrétisent, l’Union devait parachever l’infrastructure relative à la monnaie commune et faire des progrès supplémentaires en ce qui concerne ses fonctions essentielles.

Le Parlement a réitéré la nécessité d'approfondir et d'achever l'Union économique et monétaire (UEM), l' union bancaire et l'Union des marchés de capitaux (UMC), en vue de renforcer la compétitivité internationale des marchés européens, la stabilité et l'attractivité de l'euro et, en fin de compte, l' autonomie stratégique de l'Union. Il a également insisté sur la mise en place d'un système bien conçu pour garantir et protéger les dépôts bancaires de l'UE et sur l'achèvement du mécanisme chargé des banques en faillite.

Les députés ont souligné la nécessité de politiques structurelles justes et saines en matière d'économie, de finances publiques, de productivité et de croissance, tant au niveau de l'UE que des États membres, qui reposent sur un engagement en faveur de règles budgétaires crédibles, pour maintenir la stabilité et l' intégrité de l'euro. Ils ont demandé d'approfondir la réflexion sur la pertinence du cadre actuel du pacte de stabilité et de croissance à la lumière des problèmes que la lutte contre la crise économique liée à la pandémie de COVID-19 engendrera pendant plusieurs décennies. Un calendrier approprié pour le retrait de certaines mesures de soutien serait nécessaire pour éviter de saper la reprise et la croissance.

Politiques renforçant le rôle international de l'euro

Les députés ont recommandé des actions visant à élaborer des mesures stratégiques susceptibles d'asseoir le rôle international de l'euro, tout en renforçant le fonctionnement et la cohésion internes de la zone euro et en promouvant la réalisation d'objectifs importants en matière de climat et de durabilité.

En plus d'approfondir et d'achever l'UEM, les députés estiment que des politiques propices au renforcement du rôle international de l'euro pourraient cibler, entre autres, les services financiers et les marchés de capitaux, le marché du travail, les systèmes de paiement, le commerce international, l'énergie, la transformation numérique, la lutte contre le changement climatique et les politiques étrangères et de sécurité. La Commission a été invitée à favoriser l'utilisation de l'euro dans les prix et la facturation des transactions commerciales et à promouvoir l'utilisation de l'euro dans les accords commerciaux de l'UE.

Le marché de la compensation centralisée est fortement concentré, particulièrement s'agissant de la compensation des produits dérivés de taux d'intérêt libellés en euros, qui dépend fortement des contreparties centrales du Royaume-Uni. Le Parlement a souligné à cet égard l'importance d'une coopération réglementaire entre l'Union et le Royaume-Uni, fondée sur un cadre volontaire et non contraignant en dehors de l'accord de commerce et de coopération, qui permettrait un dialogue sur toutes les questions réglementaires pertinentes dans le respect de l'autonomie de chaque partie en matière de réglementation et de surveillance.

Enfin, le Parlement a souligné le rôle joué par la BCE dans le maintien de la confiance dans l'euro et la sauvegarde de l'autonomie monétaire dans le contexte mondial, ainsi que dans la stabilité des prix. Il a insisté sur l'importance de la stabilité des marchés financiers dans la zone euro comme condition préalable au statut de monnaie internationale et s'est félicité des réponses rapides et substantielles de la BCE à la crise de la covid-19 prises dans un contexte d'urgence.